

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur 

Mäder Composites France

177, avenue des frères lumière
cs 20111
84700 Sorgues

Références : D-00820-2024/LRAR N°1A 214 145 3386 1
Code AIOT : 0006400428

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement Mäder Composites France implanté 177, avenue des frères lumière cs 20111 84700 Sorgues. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mäder Composites France
- 177, avenue des frères lumière cs 20111 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400428
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MÄDER Composites France est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 à exploiter sur le territoire de la commune de Sorgues un établissement spécialisé dans la fabrication de résines utilisées dans la préparation de peintures et de vernis électrotechniques. Les activités relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 3410-h (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de matières plastiques) : 23 t/j. Elles relèvent aussi de l'enregistrement au titre des rubriques :

- 2915-1-a (procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles) : 2000 l,

- 4331-2 (liquides inflammables de catégorie 2 ou 3) : 893 t.
- Le site relève également de la directive IED.

Thème de l'inspection :

- Action nationale 2024 relative aux stockages de liquide inflammable soumis à enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Annexe IV	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Mise à jour du plan de défense incendie - contenu	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - dispositions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Interdiction de stockages en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1	Sans objet
4	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'exploitant nous a indiqué que la quantité de liquides inflammables en récipients mobiles en contenant fusibles est supérieure à 100T. Le site est donc soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/2020 et non à celui du 01/06/2015.

Suite à cette journée, l'inspection a relevé des non-conformités sur certains points de contrôle qui pourront être levées par la réception de justificatifs. En effet, l'exploitant devra sous 3 mois justifier du dimensionnement de sa stratégie de défense incendie, de la durée de tenue de l'intégralité des murs coupe-feu de la cellule L et de la zone N, ainsi que de la durée de l'incendie dans la cellule L.

De plus des améliorations sur l'état des stocks ont été demandées (matières combustibles et cohérences des localisations) ainsi que la mise en place d'une procédure de gestion de la pollution éventuelle en cas de fuite au niveau du stockage extérieur de GRV.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1. [...]
Constats : L'APC du 31 octobre 2019 met en évidence que le site serait soumis à : <ul style="list-style-type: none">· Enregistrement pour la rubrique 4331 (893T)· Déclaration pour la rubrique 4734 (67T) Afin de vérifier la conformité administrative du site, l'exploitant nous a présenté son état des stocks du jour. Celui-ci mettait en évidence en date du 17/10, jour de l'inspection, la présence de 223T de liquides inflammables réputés 4331 et 26T de liquides inflammables réputés 4734. Les liquides inflammables peuvent être stockés à différents endroits sur le site : <ul style="list-style-type: none">· Entrepôt : cellule de liquides inflammables appelée cellule L (récipients mobiles)· Extérieur :<ul style="list-style-type: none">• Cuves enterrées contenant des solvants comme du white spirit par exemple (10 à 40 m3)• Zone extérieure appelée zone N (récipients mobiles) L'inventaire a permis de mettre en évidence que la quantité de liquides inflammables en récipients mobiles en contenant fusibles est supérieure à 100T. Conformément à l'article I.1 de l'AM du 24/09/2020, le site est soumis à cet arrêté ministériel en tant qu'installation existante nouvellement soumise et non pas à l'arrêté ministériel du 01/06/2015. De plus l'exploitant nous a transmis un courrier en date du 16/12/2021 où il confirme son positionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Le site étant soumis à autorisation pour la rubrique 3410, il est donc aussi soumis à l'arrêté du 04.10.10.

Lors de l'inspection, l'exploitant nous a montré l'état des matières stockées qui était utilisé.

Cet état des stocks est disponible en tout temps et en tout lieu via un serveur externalisé.

Il est mis à jour de manière quotidienne, de plus, annuellement un inventaire physique est réalisé : le dernier en date a été effectué le 20/12/2023. Les résultats de l'inventaire physique n'ont pas été étudiés précisément en salle.

L'état des stocks présenté en salle sous forme de tableau Excel est une extraction SAP de l'état des stocks du matin, c'est un état en temps réel.

L'exploitant nous a précisé qu'il y avait deux modules d'extraction possibles :

- Module n°1 avec présence de la rubrique ICPE
- Module n°2 qui en plus du module n°1, récupère les mentions de dangers

Cet état des stocks précise les emplacements des matières et il permet de ségréger par rubrique, emplacement, données de bases vulgarisées. En revanche les emplacements/zones ne sont pas compréhensibles par les services d'incendie, ne sont pas reliés au plan de localisation des risques et ne sont pas toutes définies (ex : « vide »).

Dans un but de n'oublier aucun produit/zone selon les risques associés, l'exploitant a fait le choix dans l'état des stocks de prendre en compte les phrases de risques inflammables (H225, H226) et de l'ajouter à la rubrique inflammable (4331). Ainsi, il peut y avoir des matières comptées doublement, par exemple, dans le cas de rubriques nommément désignée dites toxiques (4510).

Certains points cependant étaient manquants. En effet, les matières combustibles non dangereuses n'étaient pas référencées dans l'état de stocks, de manière non exhaustive il a été relevé les items suivants : palette, déchets (carton, emballage) et déchets non dangereux stockés dans le parc Nord. En revanche, l'état des stocks fait part des déchets solvantés qui sont eux situés dans la zone N (zone extérieurs inflammables).

En plus des matières stockées, un plan avec la localisation des risques a été présenté. Celui-ci est intégré au POI avec un listing de tous les produits et de leur mention de danger.

Sur le terrain la cellule L et la zone N ont été vérifiés par sondage. L'état des stocks était à jour pour ces 3 produits ou en quantité moindre :

- L'ortho xylène réputé 4331 à 1551 kg dans l'état des stocks était présent dans la cellule L à hauteur de 8.5 fûts de 176L
- L'élium 591 réputé 4331 à 1120kg dans l'état des stocks était présent dans la cellule L à hauteur de 180kg car celui-ci avait été utilisé le jour J
- L'alcool Isobutylique réputé 4331 à 289 kg dans l'état des stocks était présent dans la zone N à hauteur de 1.5 fûts de 160kg

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à l'inspection l'exploitant devra mettre à jour sous 3 mois après réception du rapport son état des stocks en précisant les matières dangereuses non combustibles, ainsi que mettre à jour la cohérence de la localisation des risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Interdiction de stockages en contenants fusibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenants fusibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Interdiction de stockages en contenants fusibles</p> <p>I. - Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.</p> <p><u>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</u></p> <p>Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, il est précisé qu'il n'y a aucun liquide avec la mention de danger H224.</p> <p>Concernant les liquides de mention de danger H225, ceux-ci sont contenus dans des fûts de près de 200 kg ou de GRV de près d'1 tonne.</p> <p>Ils sont tous en contenant fusibles et une réflexion globale côté Mäder est en cours pour le remplacement avec la date du 01/01/2026 en échéance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12
Thème(s) : Actions nationales 2024, Rétention
Prescription contrôlée : Dispositions pour les stockages en récipients mobiles Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention est au moins égal soit : - à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 L ; - à 50% de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 L si cette capacité excède 800 L. [...]
Constats : Lors de la visite terrain, à côté des zones de production, est présent un stockage de GRV de liquides inflammables. Ces GRV sont utilisés du lundi 4h au samedi 20h, ils sont utilisés pour la production et sont replacés en cellule L dès le samedi 20h. Ces GRV ne sont pas sous rétention bien qu'ils contiennent des liquides inflammables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'application de l'article du 24.09.20 est prévue au 01/01/2026. L'exploitant en attendant cette échéance, devra sous 1 mois après réception du rapport, mettre en place une procédure de gestion de la pollution éventuelle en cas de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Annexe IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etude des effets thermiques
Prescription contrôlée : [...] Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour les quelles : - pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ; - pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites. 1. Étude des effets thermiques L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² , à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.

2. Mesures à prendre

A. - Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques.

S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois.

Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.

B. - Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A., subsistent des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/m² au-delà des limites de site, l'exploitant renouvelle l'application de l'étude visée au I puis des mesures visées au II de la présente annexe dans un délai maximal de 5 après l'échéance de remise de la dernière mise à jour de l'étude visée au I de la présente annexe.

Ce renouvellement vise à prendre en compte, le cas échéant, l'évolution de la situation autour des limites des sites, notamment en ce qui concerne les éventuels arrêtés préfectoraux et zones d'occupation permanente.

Constats :

En séance, une étude des flux thermiques datant de 2019 a été présentée.

Deux scénarios ont été regardés avec les justifications suivantes côté exploitants :

1) Cas d'un incendie généralisé de l'entrepôt pour la cellule L. Actions de leurs côtés afin de limiter les flux thermiques :

- Mise en place d'un rideau d'eau
- Mur coupe-feu 2h autour de la cellule LI côté entrepôt
- Mur coupe-feu 3h autour de la cellule LI côté extérieur
- Ajout d'un mur coupe-feu 2h en limite de propriété afin qu'aucun flux >8 kW/m² ne sortent et n'atteignent une zone avec occupation humaine permanente selon la définition de l'AM du 24.09.2020

2) Zone N : stockage en extérieur. Travaux réalisés pour une mise en conformité :

- Mis en place d'un mur coupe-feu afin que les flux > à 8kW/m² ne sortent pas
- Augmentation de la hauteur du mur afin de pouvoir placer un canon mobile dans la limite des 3kW/m²

L'intégralité des flux supérieurs à 8 kW/m² restent dans l'enceinte du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite à l'inspection l'exploitant devra transmettre sous 3 mois après réception du rapport la justification des durées de tenue de l'intégralité des murs coupe-feu de la cellule L et la zone N.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mise à jour du plan de défense incendie - contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour du plan de défense incendie - contenu

Prescription contrôlée :

Défense contre l'incendie

[...]

II. - Stratégie de lutte contre l'incendie.

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :

- la nature et la quantité des liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;
- la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;
- la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation.

III. - Scénarios de référence :

- feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur ;
- feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur ;
- feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ;
- feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage couvert ;
- feu d'engin de transport (principalement les camions).

IV. - La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5, et au point IV de l'annexe 5 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5 et aux I.B, II ou III de l'annexe V.

Constats :

En séance, la gestion de crise et les procédures organisationnelles ont été abordées.

L'exploitant nous a précisé deux cas :

1) Gestion d'incidents en heures de travail (à partir du lundi 4h jusqu'au samedi 20h).

En cas d'alarme incendie, un report a lieu en salle de contrôle. Une répartition des rôles en interne existe avec un opérateur désigné qui est en charge, entre autres, de la levée de doute, d'appeler

les secours, puis l'astreinte et d'ouvrir le portail pour les pompiers.

2) Gestion d'incidents lors de la fermeture (à partir du samedi 20h jusqu'au lundi 4h).

Si l'alarme incendie se déclenche : la télésurveillance appelle le cadre d'astreinte qui va se déplacer pour la levée de doute ou envoyer le rondier qui va faire la levée le doute.

En interne les opérateurs sont formés à l'utilisation des extincteurs, RIA, amener le canon mobile pour la zone N. Le test du PDI est fait 1 fois/an minimum et la prochaine formation aura lieu semaine 44. Par la suite, deux scénarios du PDI ont été présentés concernant le stockage de liquides inflammables :

À noter le site dispose d'une réserve de 8T de réserve de mousse incendie (hors cellule L).

1) Cellule L :

En cas d'incendie, la porte coupe-feu se ferme automatiquement. L'extinction automatique se met en route avec un noyage de mousse à haut foisonnement et la détection se fait via une détection optique. Ces deux points ont été vus lors de la visite sur site.

En séance, un rapport datant d'octobre 2021 de AMRC Europe confirme le référentiel R12 de l'APSAAD utilisé avec une attestation de réalisation faite le 29 octobre 2020 par la société CSEI.

En revanche, il n'a pu être possible d'avoir de manière certain la durée de l'incendie car l'information était différente dans l'EDD (3h) et le PDI inclus au POI (4h). L'adéquation des moyens concernant le scénario n'a pas été vérifié.

2) Zone N :

Il y a bien présence d'une détection automatique à l'extérieur mais pas d'extinction sur la zone N. L'exploitant nous a mentionné un canon à 2000L/min sur eau de ville permettant l'extinction qui a été vu sur site.

L'adéquation des moyens concernant le scénario n'a pas été vérifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'inspection l'exploitant devra transmettre, sous 3 mois après réception du rapport, la justification du dimensionnement de la stratégie de défense incendie selon les scénarios de référence. De plus il est attendu la précision sur la durée de l'incendie dans le cas de la cellule L.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois